

L'agence de la discorde

Le premier conseil d'administration de la nouvelle Agence nationale du sport se tient ce mercredi. Sa création n'a pas du tout fait l'unanimité.

Fabrique à médailles olympiques et dynamique pour de nouveaux pratiquants ou désengagement de l'État ? C'est l'heure du baptême pour la nouvelle Agence nationale du sport, lancée sur fond de conflit ouvert entre le gouvernement et les conseillers techniques sportifs.

> **Pour.** Dépoussiérer le modèle sportif français, basé sur une tutelle de l'État devenue théorique et plus très efficace, tel est le credo des défenseurs de la nouvelle structure, dont le premier conseil d'administration a lieu mercredi. Désormais, quatre acteurs vont y piloter les orientations du sport français : l'État, les collectivités territoriales, le mouvement sportif (comité olympique et fédérations) et, dans une moindre mesure, les entreprises.

Un projet "visionnaire" ?

C'est notamment au sein de cette agence que seront désormais décidés les montants des subventions aux fédérations pour le haut niveau. Le bras financier du ministère des Sports, le Conseil national pour le développement du sport, qui distribuait les aides aux clubs, va quant à lui disparaître. Les fédé-



Roxana Maracineanu est actuellement très critiquée.

(AFP)

rations prennent le relais. « Jusqu'à maintenant, la vision, c'était : " On a des acteurs qui bossent pour nous, les fédérations, les associations, on va leur donner de l'argent pour qu'ils mettent en place les politiques publiques du sport, et on va prier très fort pour que ça se fasse » », résume la ministre des Sports Roxana Maracineanu. Et maintenant ? « L'État a rarement l'habitude de tendre la main aux autres en disant : " On va donner des financements mais on va recueillir l'avis des acteurs » », plaide-t-elle pour ce projet « visionnaire ».

> **Contre.** Mais pour beaucoup, la disparition du ministère se dessine. « Qui va décider de la politique publique de l'État français en matière sportive ?, demande l'ancienne ministre des Sports Marie-George Buffet. Ce n'est pas un partenariat. Petit à petit, l'État se retire et Bercy se frotte les mains : un ministère de moins, c'est toujours ça de pris. » L'agence répond à la demande d'autonomie d'une partie du mouvement sportif. Mais le gouvernement veut aller plus loin, en transférant aux fédérations la gestion des 1.600 conseillers techniques sportifs (CTS), ces

cadres payés par l'État, comme les directeurs techniques nationaux (DTN) et entraîneurs de haut niveau, que de nombreuses fédérations olympiques considèrent indispensables.

Un chiffon rouge pour des patrons de fédés, qui s'inquiètent de ne pas pouvoir les payer, et les agents eux-mêmes, qui y voient une attaque contre leur statut. Un collectif de 1.000 cadres techniques a durement attaqué la ministre, l'accusant de détruire le sport français, tandis que les syndicats des agents du ministère ont demandé sa démission.

Pour couronner le tout, le Conseil d'État a émis la semaine dernière des réserves sur cette agence, jugeant anormal, pour un groupement d'intérêt public (GIP), que l'État soit le seul à mettre au pot : 350 millions d'euros en 2019.

> **Des questions.** Le passage des subventions par les fédérations va-t-il alimenter les craintes de clientélisme entre patrons de fédés et clubs ? Si l'État garde 60 % des voix au conseil d'administration sur le haut niveau et une sorte de droit de veto général, va-t-il vraiment jouer le jeu de la gouvernance partagée ? Les entreprises privées vont-elles soutenir le projet et apporter des financements ? La partie ne fait que commencer.